

Performances à la baisse : Les Africains s'attendent à plus en matière d'éducation

Dépêche d'Afrobarometer No. 511 | Kelechi Amakoh

Résumé

Nelson Mandela disait un jour : « L'éducation est le véritable moteur du développement personnel. C'est grâce à l'éducation que la fille d'un paysan peut devenir médecin, que le fils d'un mineur peut accéder à la direction de la mine, qu'un enfant de cultivateurs peut devenir le président d'une grande nation ».

Cette confiance de Mandela en ce que représentent les dividendes d'une population éduquée fait écho à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, qui présente l'éducation de qualité comme l'outil le plus puissant pour sortir les enfants et les adultes de la pauvreté (UNESCO, 2020), et se reflète dans l'Objectif de Développement Durable (ODD) No. 4 des Nations Unies, qui appelle les gouvernements à « assurer une éducation de qualité inclusive et équitable et à promouvoir des possibilités d'apprentissage continu pour tous » d'ici 2030 (Nations Unies, 2022).



Avant la pandémie de COVID-19, l'Afrique subsaharienne était au premier rang mondial avec des progrès impressionnants en termes de taux d'inscription à l'école primaire, même si le continent devait encore relever d'énormes défis en ce qui concerne la parité et la qualité de l'éducation (Programme des Nations Unies pour le Développement, 2022 ; Musau, 2018 ; UNESCO, 2017).

La pandémie menace de réduire à néant les progrès accomplis en matière d'éducation depuis deux décennies, avec des millions d'enfants frappés de plein fouet par de longues interruptions des activités scolaires, le manque d'accès à l'enseignement à distance et le détournement du financement destiné à l'éducation en faveur d'autres priorités (Nations Unies, 2021 ; UNICEF, 2021 ; Human Rights Watch, 2020).

Mais les résultats des enquêtes Afrobarometer réalisées dans 34 pays africains révèlent que la satisfaction des citoyens à l'égard de leur système éducatif était déjà en baisse avant la pandémie, dans la mesure où les pays sondés en 2019 et début 2020 enregistrent les mêmes baisses du taux d'approbation publique que ceux sondés depuis le début de la pandémie. Globalement, et pour la première fois depuis plus de deux décennies, une majorité des répondants à un round d'enquête d'Afrobarometer déclarent que leurs gouvernements les déçoivent en matière d'éducation.

Enquêtes d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non partisan de recherche par sondage qui fournit des données fiables sur les expériences et les évaluations des Africains en matière de démocratie, de gouvernance et de qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans

quelques 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 8 (2019/2021) couvrent 34 pays – 18 pays sondés entre juillet 2019 et avril 2020, et 16 sondés (après une interruption due à la COVID-19) entre octobre 2020 et juillet 2021.

Afrobarometer réalise des entretiens en face à face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs au niveau national¹ qui donnent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 points de pourcentage (pour les échantillons de 2.400) à +/-3 points de pourcentage (pour les échantillons de 1.200) à un niveau de confiance de 95%.

Cette analyse de 34 pays repose sur 48.084 entretiens (voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et des dates des travaux de terrain). Les données sont pondérées de façon à constituer des échantillons représentatifs au plan national. Pour les moyennes multipays, tous les pays sont pondérés de manière égale (plutôt que proportionnellement à la taille de la population). Les chiffres ayant été arrondis, les totaux indiqués pourraient différer d'un point de pourcentage par rapport à la somme des sous-catégories.

Résultats clés

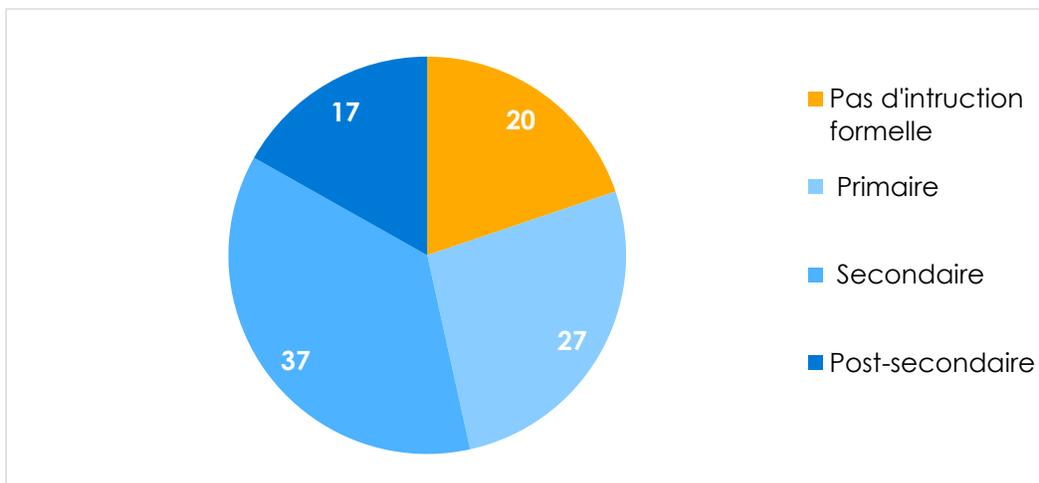
- En moyenne à travers 34 pays, deux adultes africains sur 10 (20%) rapportent n'ayant aucune éducation formelle, 27% ont fréquenté l'école primaire, 37% l'école secondaire et 17% les institutions d'enseignement supérieur. Ces pourcentages ont peu évolué au cours de la dernière décennie.
 - Les niveaux d'éducation varient considérablement d'un pays à l'autre, de 99% des Gabonais scolarisés à 70% des Nigériens sans aucune éducation formelle.
 - Les femmes, les résidents ruraux et les démunis sont confrontés à des situations de désavantage en ce qui concerne le niveau d'instruction.
- Plus des deux tiers (68%) des citoyens ayant été en contact avec un établissement public de scolarité l'année dernière affirment avoir facilement obtenu les services dont ils avaient besoin. Mais près de deux sur 10 (18%) affirment avoir été obligés de verser des pots de vin pour les obtenir.
- Pour la première fois depuis le début des enquêtes d'Afrobarometer il y a plus de 20 ans, la majorité (53%) des répondants à un round d'enquêtes déclarent que leur gouvernement réalise une mauvaise performance en matière d'éducation.
 - Dans les 29 pays régulièrement sondés depuis 2011/2013, l'approbation des performances gouvernementales en matière d'éducation a diminué de 12 points de pourcentage au cours de la dernière décennie, dont une chute de 8 points depuis 2016/2018.
 - Mais les résultats des enquêtes suggèrent que ce déclin est indépendant de la pandémie de COVID-19.
 - La plupart des citoyens approuvent la décision de leur gouvernement consistant à la fermeture des écoles pour endiguer la propagation de la COVID-19, même s'ils pensent majoritairement que les écoles devraient être réouvertes plus tôt.

¹ L'échantillon pondéré du Round 8 en Mozambique est représentatif au niveau national sauf qu'il exclut la région rurale de Cabo Delgado, qui représente 6,3% de la population adulte de la Mozambique. L'insécurité et les difficultés en résultant pour ce qui est de l'obtention des autorisations nécessaires aux travaux de terrain ont empêché Afrobarometer de collecter suffisamment de données dans cette zone.

Niveau d'instruction

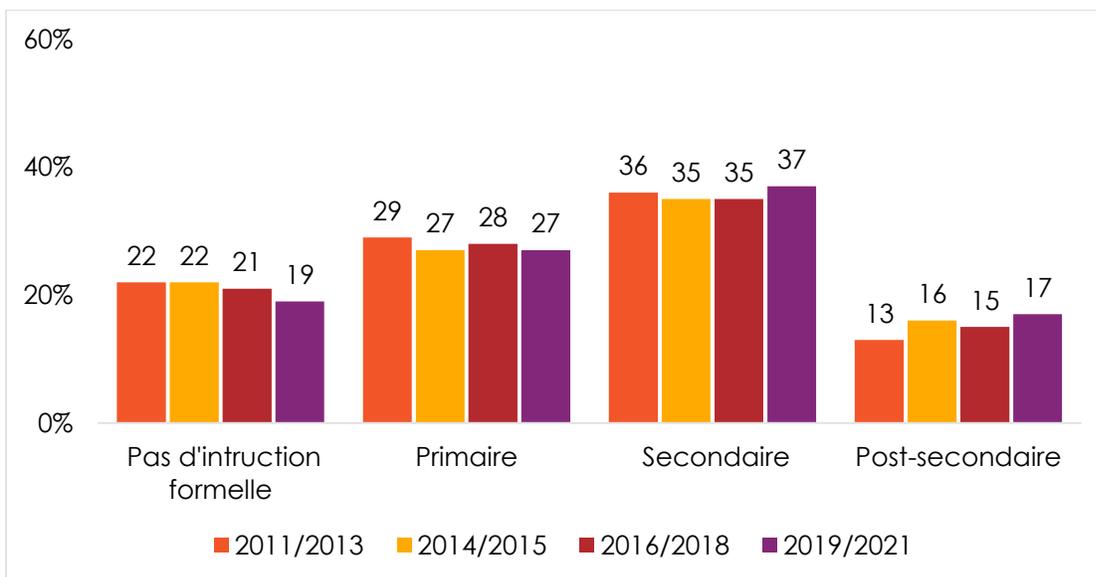
En moyenne à travers 34 pays africains, deux adultes africains sur 10 (20%) sont sans instruction formelle, 27% ont été inscrits ou ont terminé l'école primaire, 37% ont été inscrits ou ont terminé l'école secondaire, et 17% ont été inscrits ou ont achevé leurs études dans une institution d'enseignement supérieur (Figure 1). Ces proportions ont très peu changé au cours de la dernière décennie ; en moyenne à travers les 30 pays où cet indicateur a été régulièrement mesuré au cours des quatre derniers rounds d'enquêtes, la proportion des citoyens titulaires de diplômes post-secondaires s'est accrue de 4 points de pourcentage, alors que les autres catégories sont restées stables (Figure 2).

Figure 1 : Niveau d'instruction | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Quel est votre plus haut niveau d'instruction ?

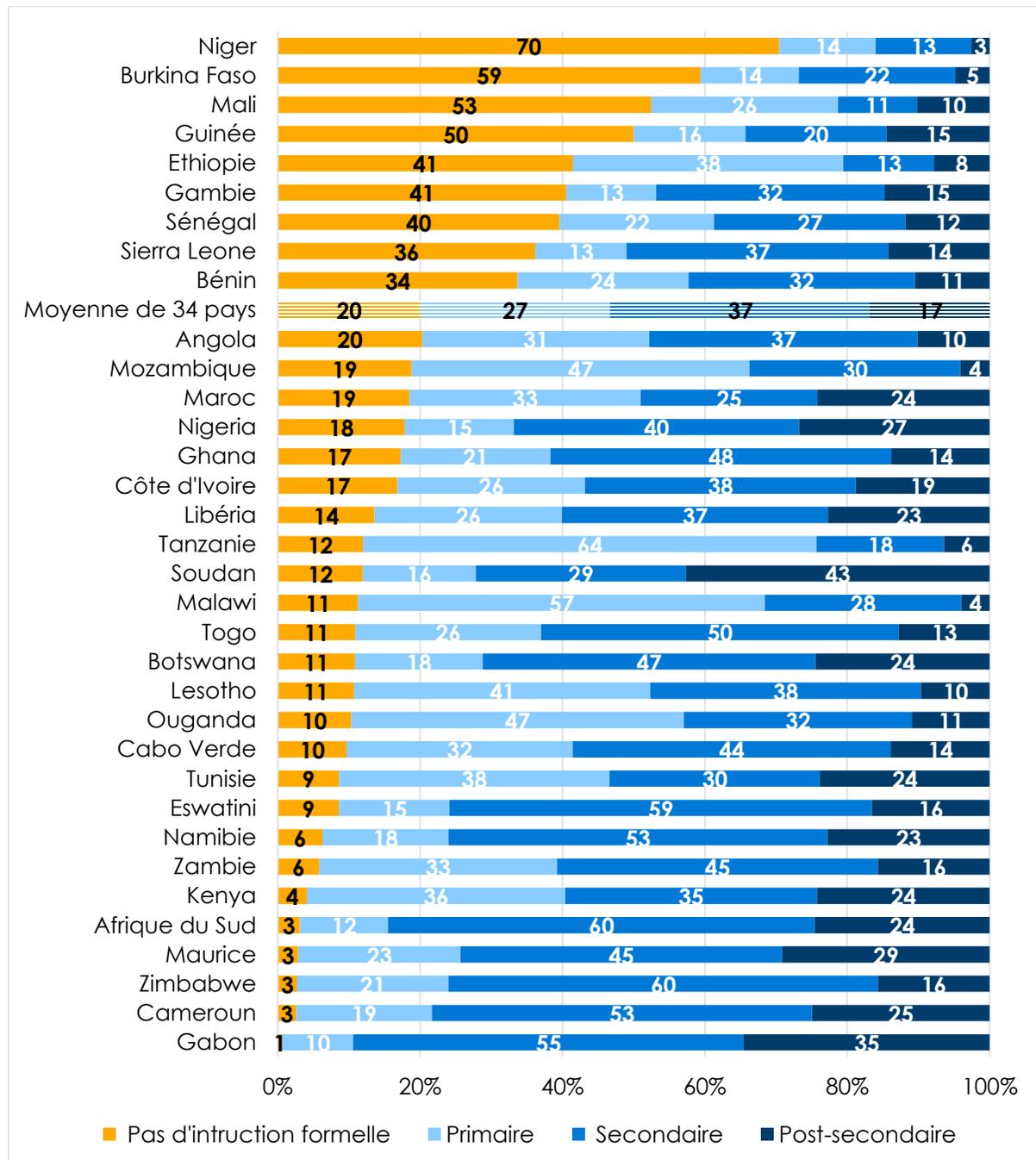
Figure 2 : Niveau d'instruction | 30 pays | 2011-2021



Question posée aux répondants : Quel est votre plus haut niveau d'instruction ?

Le niveau d'instruction varie considérablement d'un pays à l'autre et en fonction de facteurs démographiques tels que le sexe, l'âge, la situation urbaine ou rurale et le statut économique. Dans la catégorie des pays les plus performants, six des 34 pays sondés affichent plus de 95% de leur population adulte avec un minimum de scolarité formelle : Le Gabon (99%), le Zimbabwe (97%), Maurice (97%), le Cameroun (97%), l'Afrique du Sud (96%) et le Kenya (96%) (Figure 3).

Figure 3 : Niveau d'instruction par pays | 34 pays | 2019/2021



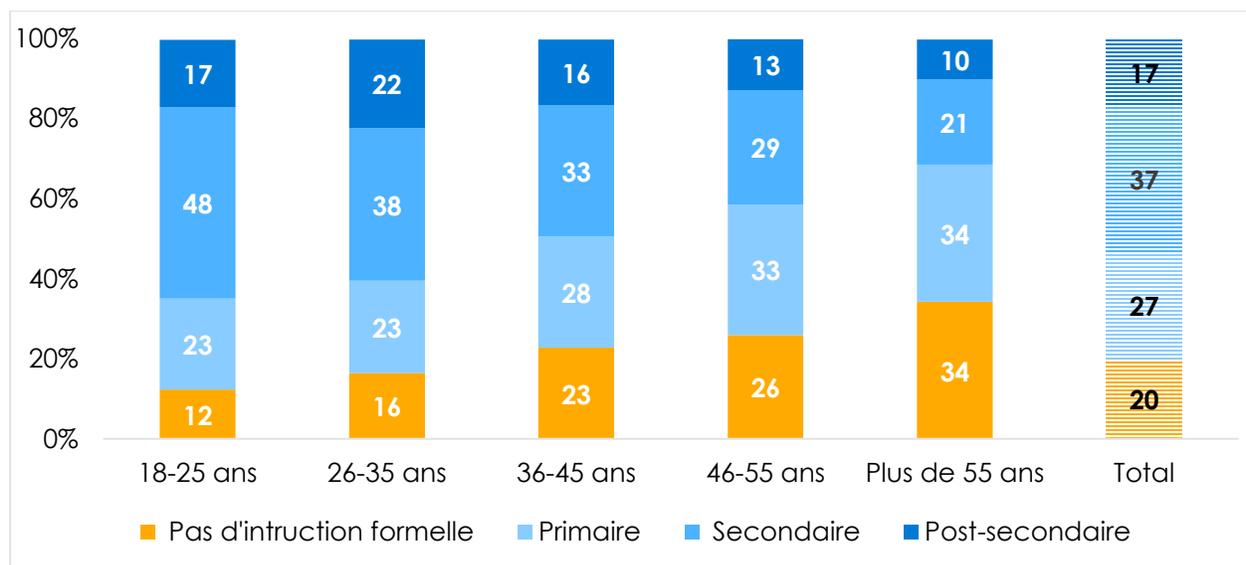
Question posée aux répondants : Quel est votre plus haut niveau d'instruction ?

Le Gabon enregistre également des niveaux d'instruction post-secondaire (35%) et secondaire (55%) parmi les plus élevés, devancé pour le niveau supérieur uniquement par le Soudan (43%) et pour le niveau secondaire par le Zimbabwe (60%), l'Afrique du Sud (60%) et l'Eswatini (59%).

L'école primaire est de loin le niveau d'instruction le plus courant en Tanzanie (64%) et au Malawi (57%). Dans quatre pays, la moitié ou plus des adultes ne possèdent aucun niveau d'instruction formelle : le Niger (70%), le Burkina Faso (59%), le Mali (53%) et la Guinée (50%).

Le niveau d'instruction par tranche d'âge reflète l'extension de la scolarisation formelle – bien qu'encore lacunaire dans de nombreux pays – au fil des générations (Figure 4). La proportion d'adultes sans instruction formelle est à peu près trois fois moins élevée chez les 18-25 ans (12%) que chez les personnes âgées de plus de 55 ans (34%), alors que la proportion des personnes ayant fait des études secondaires ou supérieures est passée à 65% dans la tranche la plus jeune, contre 31% dans la tranche la plus âgée.

Figure 4 : Niveau d'instruction | par tranche d'âge | 34 pays | 2019/2021



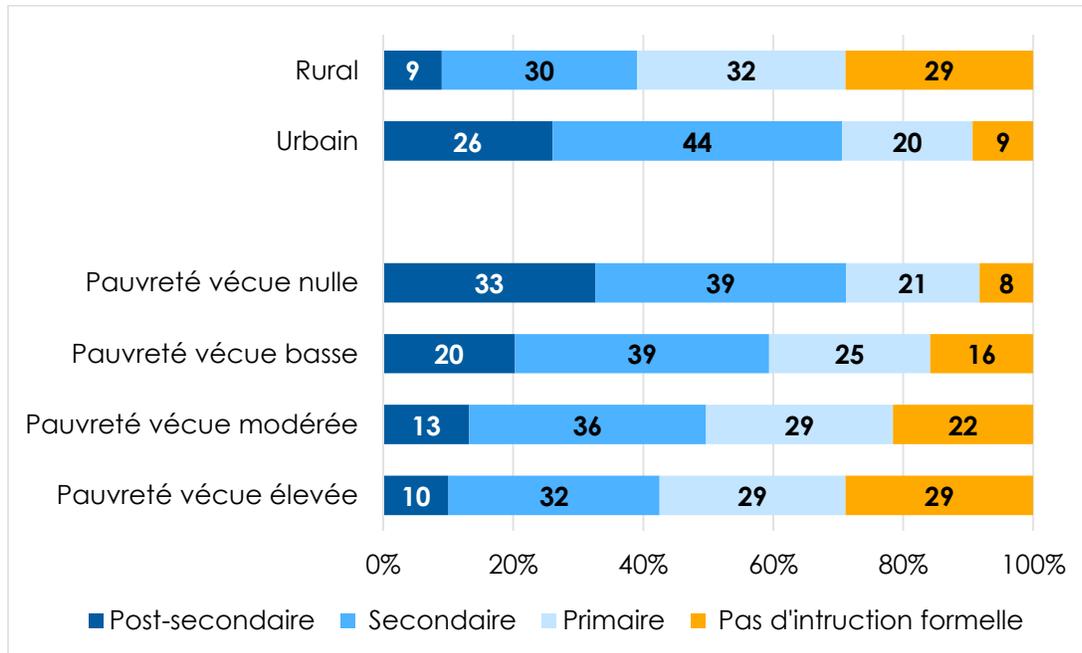
Question posée aux répondants : Quel est votre plus haut niveau d'instruction ?

Les habitants des zones rurales et les démunis sont particulièrement défavorisés en matière d'éducation (Figure 5). Le manque de scolarité formelle est trois fois plus élevé dans les zones rurales que dans les zones urbaines (29% contre 9%), tandis que les diplômés post-secondaires sont trois fois plus courants dans les zones urbaines (26% contre 9% dans les zones rurales).

Des disparités similaires distinguent les citoyens les plus pauvres (ceux qui souffrent d'une grande pauvreté vécue²) des citoyens nantis du point de vue économique.

² L'Indice de Pauvreté Vécue (IPV) d'Afrobarometer mesure les niveaux de dénuement matériel des répondants en leur posant la question de savoir la fréquence à laquelle eux-mêmes ou leur famille ont manqué de biens de première nécessité (suffisamment de nourriture, suffisamment d'eau, de soins médicaux, suffisamment de combustible pour la cuisine et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes (2020), pour un complément d'information sur la pauvreté vécue.

Figure 5 : Niveau d'instruction | par résidence urbaine ou rurale et pauvreté vécue
 | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : *Quel est votre plus haut niveau d'instruction ?*

Si certains pays ont comblé les déséquilibres entre hommes et femmes en matière d'éducation, ceux-ci sont toujours présents dans la plupart des pays (Figure 6). En moyenne à travers 34 pays, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à ne pas être scolarisées dans le système formel (un écart de 6 points de pourcentage), et moins de femmes que d'hommes ont fait des études post-secondaires (un écart de 5 points).

Le Lesotho est le seul pays sondé où les hommes sont significativement plus nombreux que les femmes à ne pas avoir eu accès à la scolarité formelle (différence de 8 points de pourcentage), tandis que 12 autres pays ne présentent aucune disparité significative (i.e. pas de gap de plus de 3 points de pourcentage) entre hommes et femmes pour cet indicateur. Dans 21 pays, cependant, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à ne pas avoir eu de scolarité formelle, avec notamment des écarts à deux chiffres au Bénin (19 points) et en Guinée (18 points).

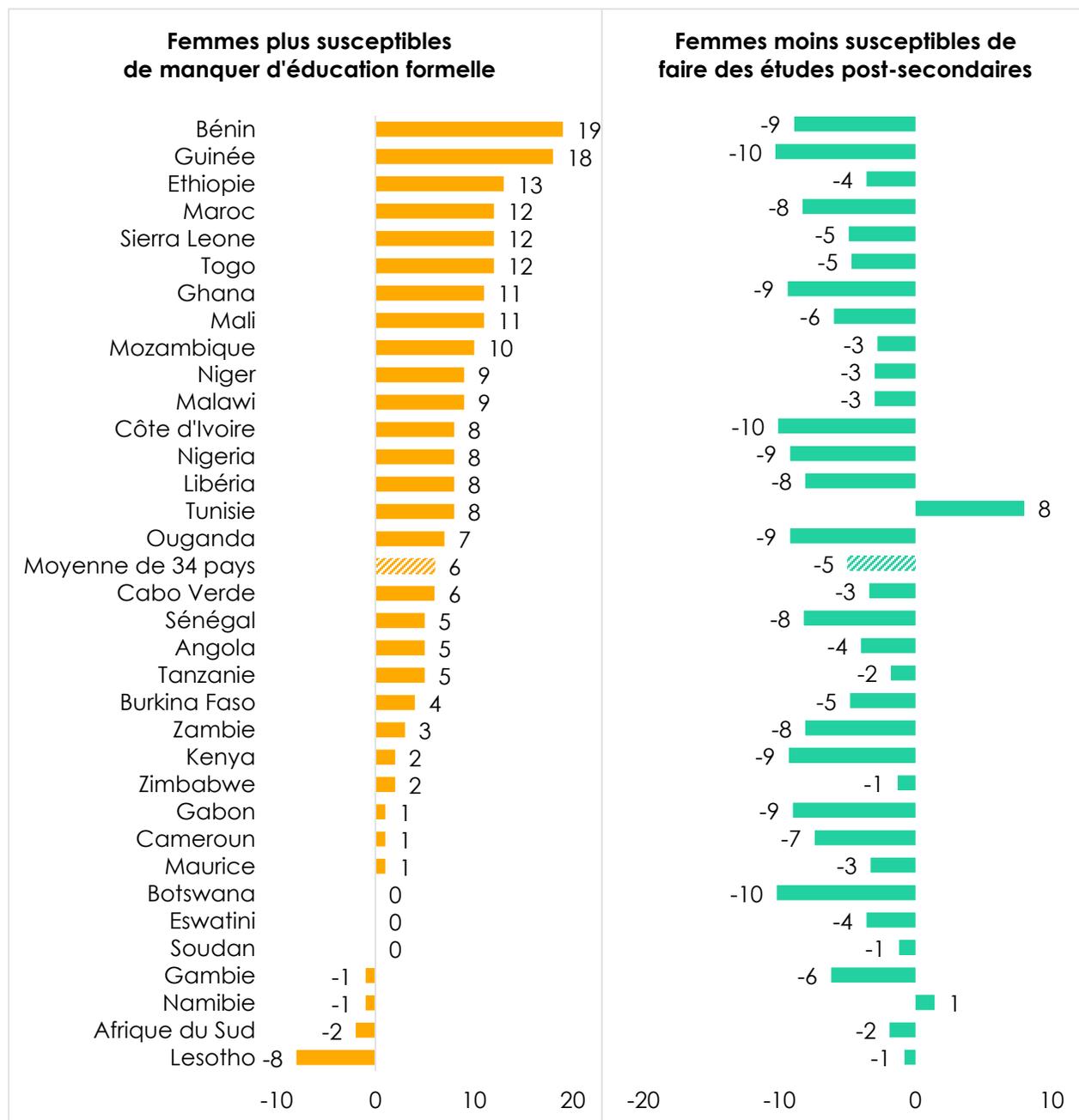
Pour ce qui est de l'enseignement post-secondaire, la Tunisie est le seul pays où les femmes sont plus nombreuses que les hommes (par 8 points de pourcentage) à atteindre ce niveau. Onze autres pays ne présentent aucune disparité significative entre hommes et femmes. Les écarts les plus importants, de 10 points chacun en faveur des hommes, sont observés au Botswana, en Côte d'Ivoire et en Guinée.

Même chez les adultes les plus jeunes, le niveau d'instruction continue de défavoriser les femmes (Figure 7). En moyenne, dans la tranche d'âge des 18-25 ans, les femmes sont plus susceptibles que les hommes de manquer d'instruction formelle (par 6 points de pourcentage).

Quatorze pays affichent des écarts à deux chiffres, menés par le Niger (19 points), le Mali (17 points), le Burkina Faso (16 points), le Bénin (15 points) et l'Éthiopie (15 points). La Gambie est le

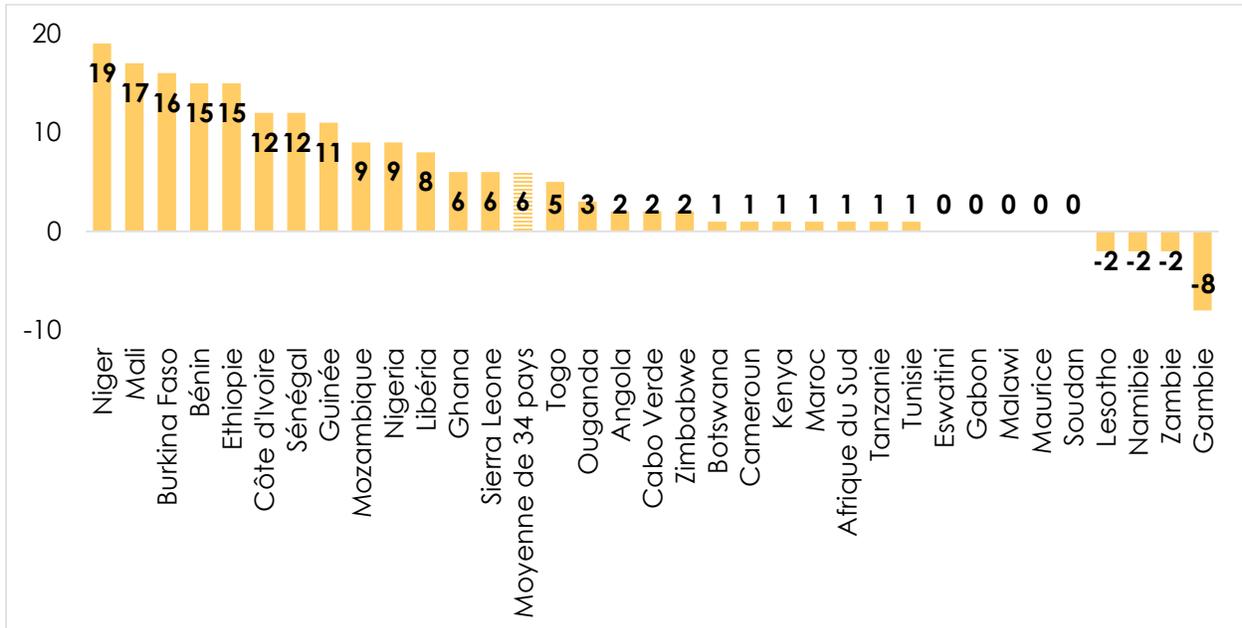
seul pays où les jeunes hommes sont nettement plus nombreux que les jeunes femmes (par 8 points) pour ce qui est du manque d'instruction formelle.

Figure 6 : Écarts hommes-femmes en matière de scolarisation post-secondaire et de manque de scolarité formelle | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Quel est votre plus haut niveau d'instruction ? (Les figures montrent le pourcentage de femmes moins le pourcentage d'hommes déclarant ne pas avoir reçu d'éducation formelle (à gauche) et avoir fait des études post-secondaires (à droite). Les chiffres positifs indiquent plus de femmes que d'hommes ; les chiffres négatifs indiquent moins de femmes que d'hommes.)

Figure 7 : Écart hommes-femmes chez les jeunes de 18 à 25 ans en ce qui concerne le manque d'instruction formelle | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : *Quel est votre plus haut niveau d'instruction ? (La figure montre le pourcentage de jeunes femmes moins le pourcentage de jeunes hommes déclarant ne pas avoir reçu d'éducation formelle. Les chiffres positifs indiquent plus de femmes que d'hommes ; les chiffres négatifs indiquent moins de femmes que d'hommes.)*

Expérience des citoyens vis-à-vis des écoles publiques

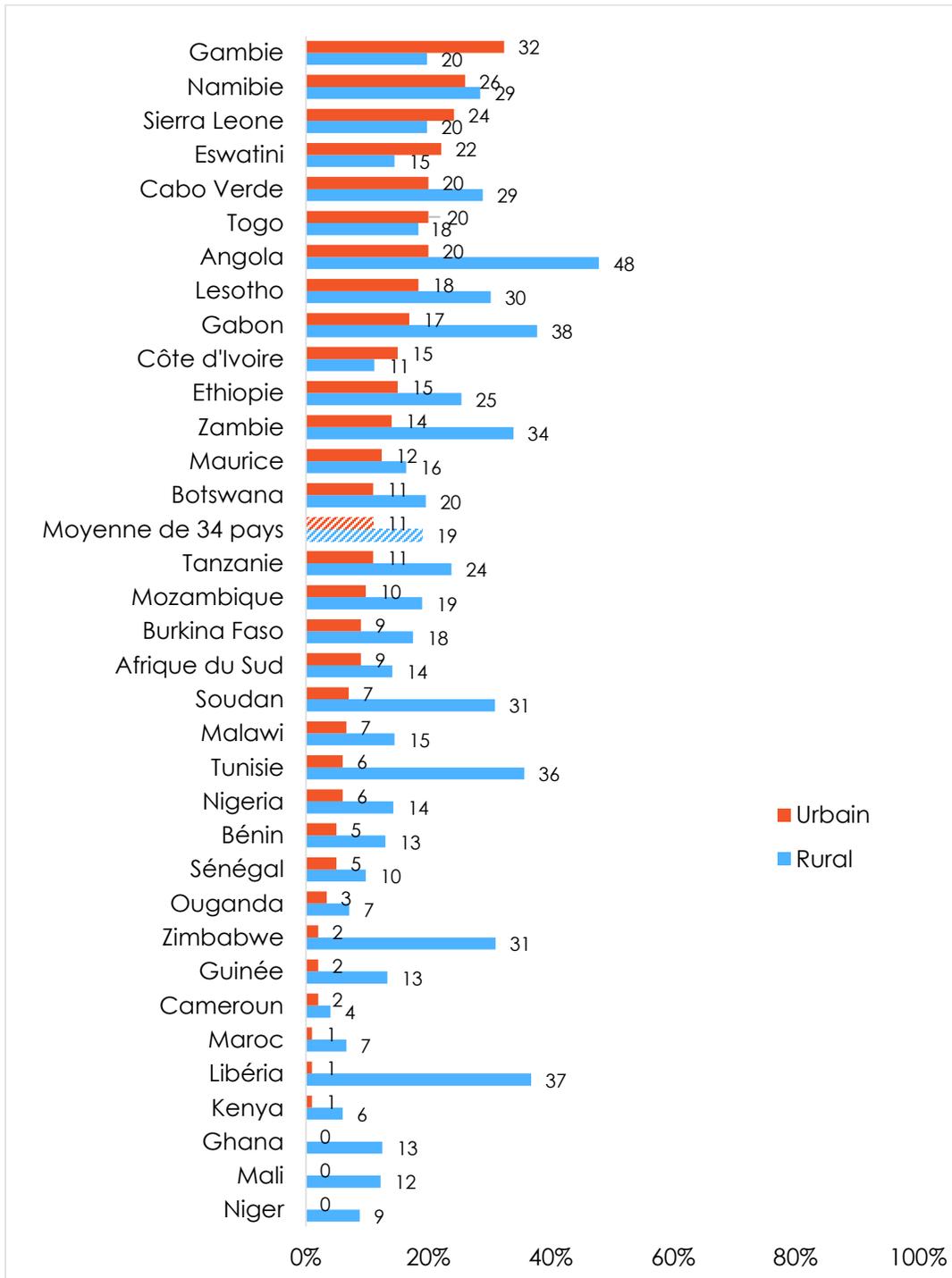
Les interactions des citoyens avec les écoles façonnent leurs perceptions vis-à-vis la qualité et l'efficacité de leur système éducatif. Dans quelle mesure les Africains obtiennent-ils facilement les services dont ils ont besoin auprès de leurs écoles ?

L'accessibilité des écoles est un point de départ essentiel. Les enquêteurs d'Afrobarometer ont relevé que 84% des zones d'énumération visitées possédaient au moins une école publique ou privée accessible à pied. Les zones urbaines sont un peu plus susceptibles que les zones rurales d'avoir une école à proximité (89% contre 81%).³

Considérant les zones qui ne disposent pas d'une école à proximité, l'on observe que le désavantage rural est particulièrement important au Libéria (avec un écart de 36 points de pourcentage), en Tunisie (30 points), au Zimbabwe (29 points) et en Angola (28 points) (Figure 8).

³ Les échantillons d'Afrobarometer sont basés sur une sélection de zones de dénombrement (ZD) tirées au hasard à partir de la base de recensement nationale. Dans la plupart des pays, huit entretiens sont menés dans chaque ZD sélectionnée, de sorte que les équipes d'enquête visitent généralement entre 150 (pour les enquêtes avec n=1.200) et 300 (pour les enquêtes avec n=2.400) ZD. Dans chaque ZD, l'équipe enregistre la présence ou l'absence d'infrastructures de base, telles que des écoles, et des services, tels que l'approvisionnement en électricité. En raison de la taille plus petite des échantillons, la marge d'erreur sur les chiffres rapportés ici pour la présence d'installations scolaires est plus élevée que pour les résultats capturés lors d'entretiens individuels.

Figure 8 : Pas d'école à distance de marche facile | par résidence urbaine ou rurale
 | 34 pays | 2019/2021

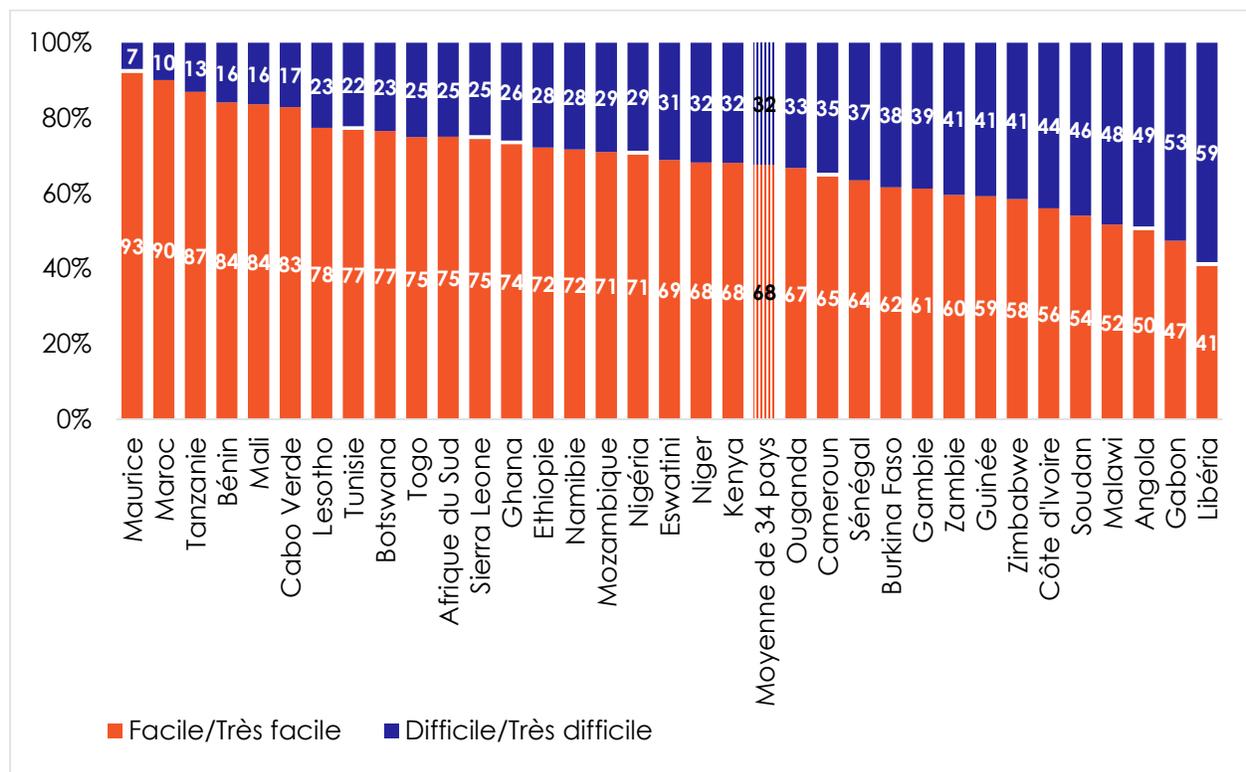


Question posée aux enquêteurs : Les services suivants sont-ils disponibles dans l'unité primaire d'échantillonnage/zone de dénombrement : Une école (privée, publique, ou les deux) ? (% de « non »)

Parmi les 39% des répondants qui déclarent avoir été en contact avec une école publique au cours de l'année précédente, plus de deux tiers (68%) affirment qu'il leur était « facile » ou « très facile » d'obtenir les services dont ils avaient besoin auprès des enseignants ou des responsables de l'école (Figure 9).

Neuf sur 10 Mauriciens (93%) et Marocains (90%) déclarent n'avoir rencontré aucune difficulté majeure. Le Libéria (41%) et le Gabon (47%) sont les seuls pays sondés où moins de la moitié des citoyens déclarent avoir obtenu facilement les services dont ils avaient besoin.

Figure 9 : Facilité à obtenir des services scolaires publics | 34 pays | 2019/2021

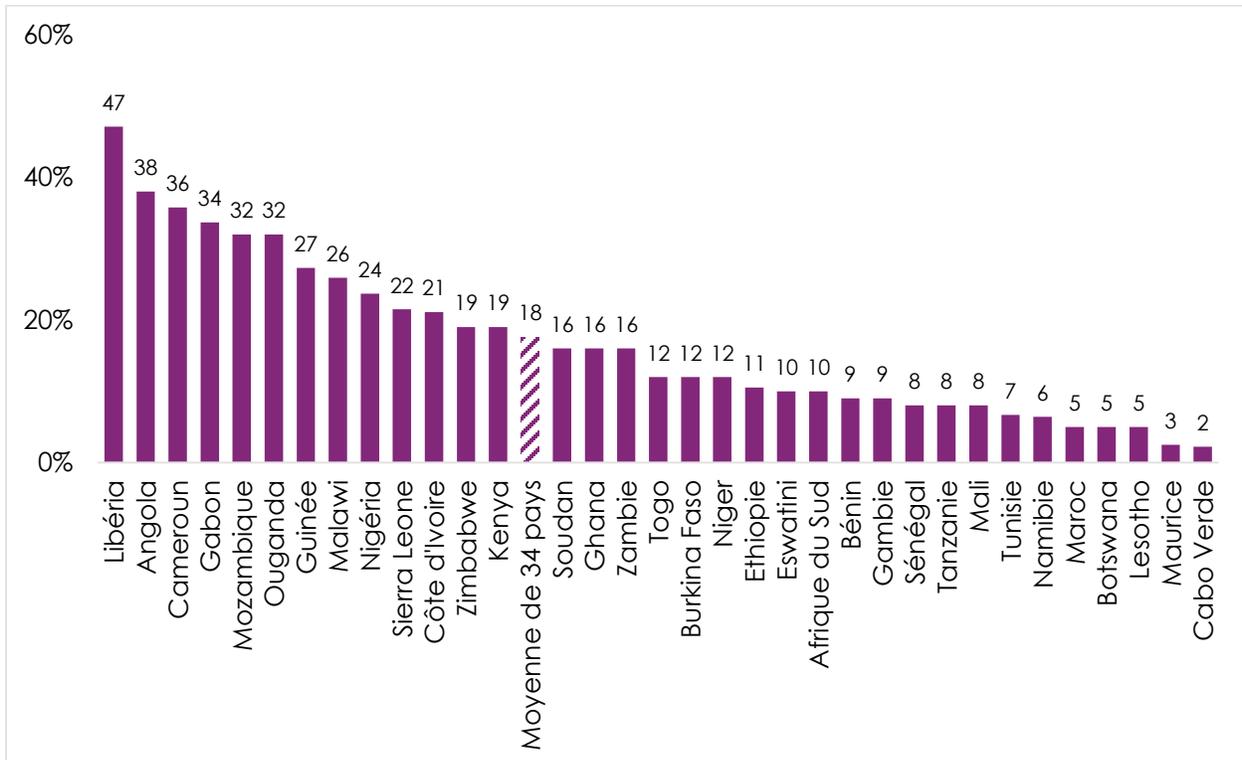


Questions posées aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu à faire à une école publique ? [Si oui :] Était-ce facile ou difficile d'obtenir les services dont vous aviez besoin auprès des enseignants ou des dirigeants d'école ? (Les répondants qui n'ont eu aucun contact avec une école publique sont exclus.)

Pourtant, près de deux citoyens sur 10 (18%) ayant eu recours aux écoles au cours de l'année précédente déclarent avoir dû verser des pots-de-vin « une ou deux fois », « quelques fois » ou « souvent » pour obtenir les services dont ils avaient besoin (Figure 10). Au Libéria, près de la moitié (47%) de tous les répondants ayant eu à faire avec des écoles publiques déclarent avoir dû verser des pots-de-vin, et il en est de même pour plus d'un tiers des Angolais (38%), Camerounais (36%) et Gabonais (34%).

En revanche, moins d'un sur 20 Cabo-Verdiens (2%) et Mauriciens (3%) ayant eu à faire à des écoles publiques déclarent avoir dû verser des pots-de-vin.

Figure 10 : Versement de pots de vin pour obtenir des services scolaires publics
 | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants qui ont eu à faire à une école publique au cours des 12 derniers mois :
 Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un enseignant ou dirigeant d'école afin d'obtenir ce dont vous aviez besoin de ces écoles ?

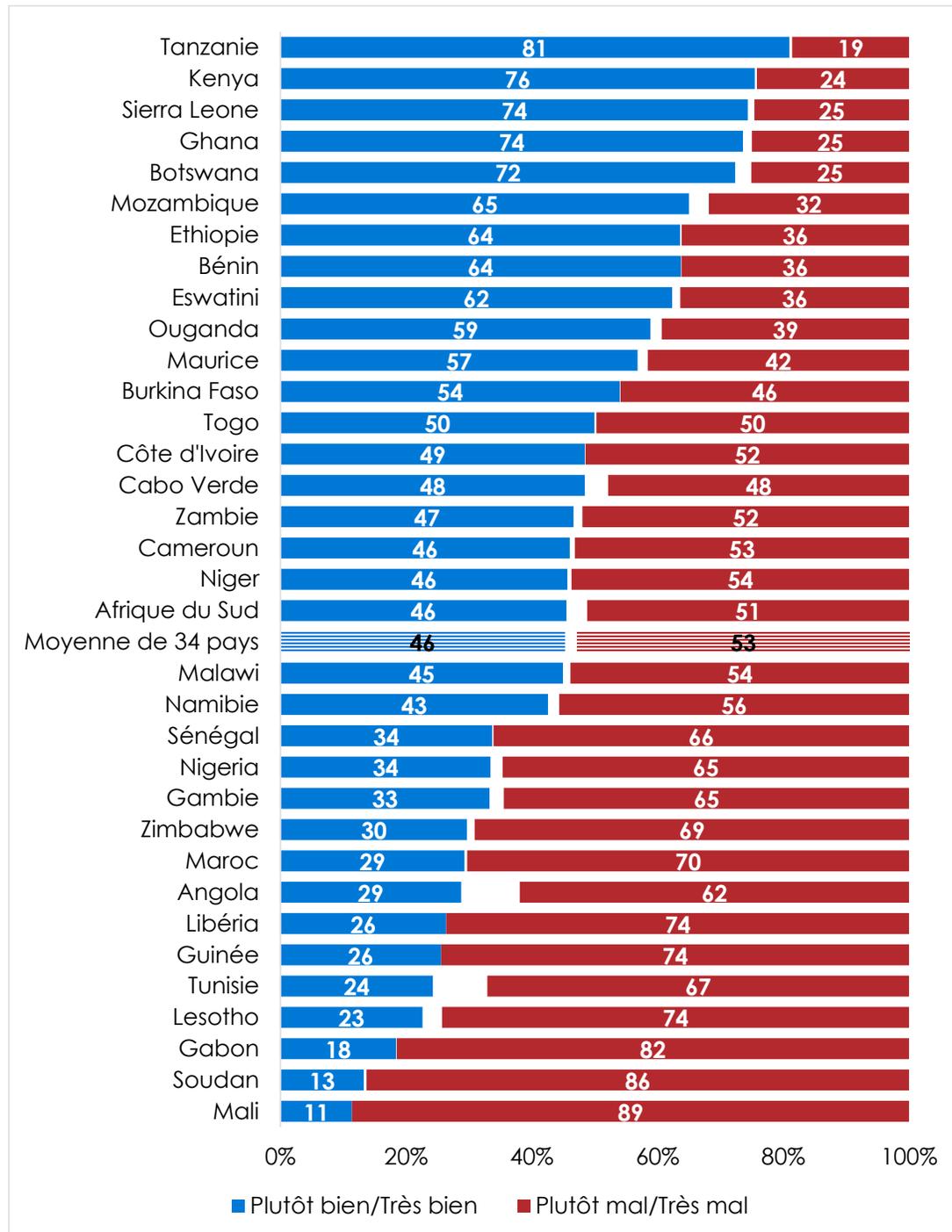
Performances gouvernementales en matière d'éducation

Dans ce contexte, les Africains sont-ils satisfaits de ce dont ils bénéficient dans le secteur de l'éducation ? Pour la première fois depuis le début des enquêtes d'Afrobarometer en 1999, une majorité de sondés (53%) répondent par la négative (Figure 11).

La Tanzanie se distingue avec 81% d'approbation, suivie du Kenya (76%), de la Sierra Leone (74%) et du Ghana (74%). En revanche, les citoyens portent un jugement défavorable sur les efforts déployés par leur gouvernement pour répondre aux besoins en matière d'éducation au Mali, au Soudan et au Gabon, avec une réprobation de 89%, 86% et 82% de la population, respectivement. Dans l'ensemble, seuls 12 pays enregistrent une approbation majoritaire des performances gouvernementales en matière d'éducation.

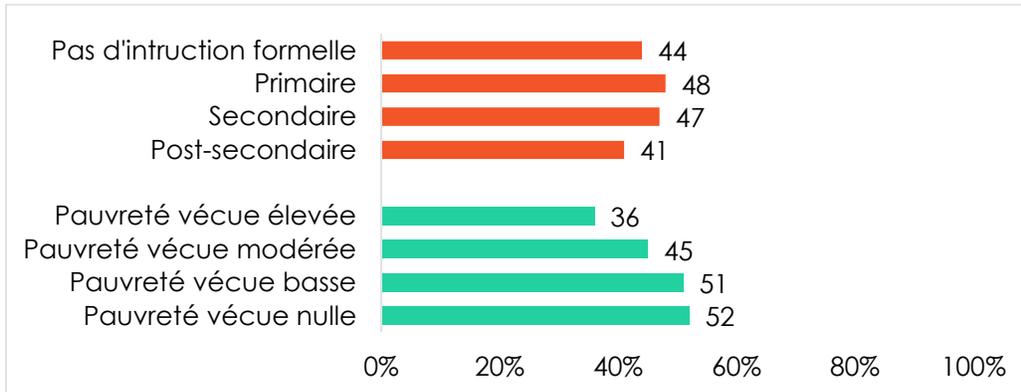
Les opinions relatives aux performances gouvernementales varient peu en fonction du sexe, de l'âge et de la situation urbaine ou rurale. Les citoyens titulaires de diplômes d'études supérieures sont légèrement moins susceptibles de marquer leur approbation (41%) que ceux qui sont moins scolarisés (44%-48%). Et les répondants les plus pauvres sont nettement moins satisfaits (36% de ceux qui vivent dans une grande pauvreté, contre 52% des répondants les plus aisés) (Figure 12).

Figure 11 : Performances gouvernementales en matière d'éducation | 34 pays
 | 2019/2021



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Satisfaction des besoins en éducation ?

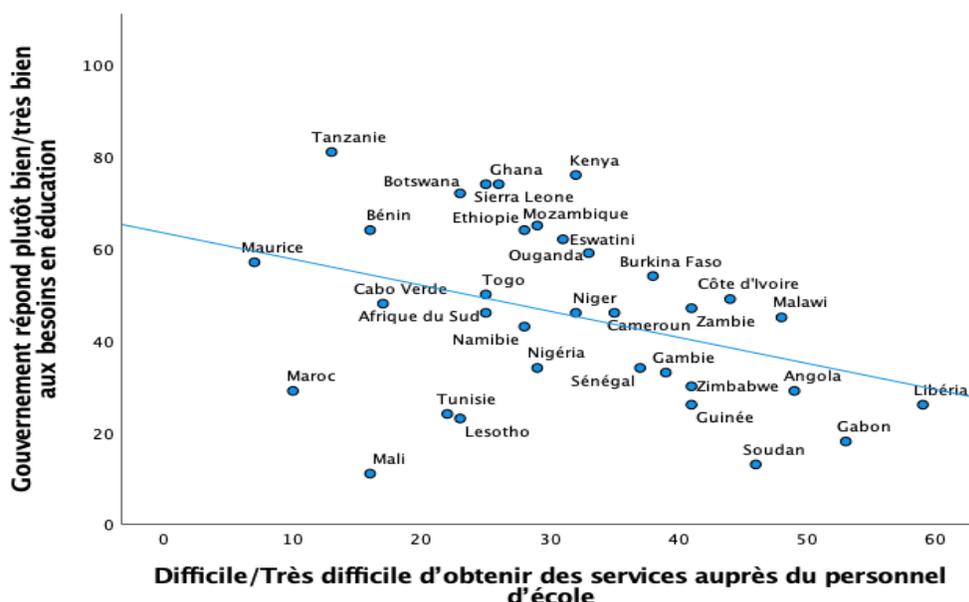
Figure 12 : Satisfaits vis-à-vis des performances gouvernementales en matière d'éducation | par niveaux d'instruction et de la pauvreté vécue | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Satisfaction des besoins en éducation ? (% de ceux qui répondent « plutôt bien » ou « très bien »)

Au niveau pays, les taux d'approbation des performances gouvernementales en matière d'éducation sont corrélés négativement avec la difficulté éprouvée par les répondants à obtenir des services scolaires publics. En d'autres termes, les pays où un plus grand nombre de citoyens déclarent avoir eu des difficultés à obtenir les services dont ils avaient besoin de la part des enseignants ou des responsables scolaires ont tendance à enregistrer des niveaux de satisfaction plus faibles vis-à-vis des efforts du gouvernement visant à répondre aux besoins en matière d'éducation (Figure 13).

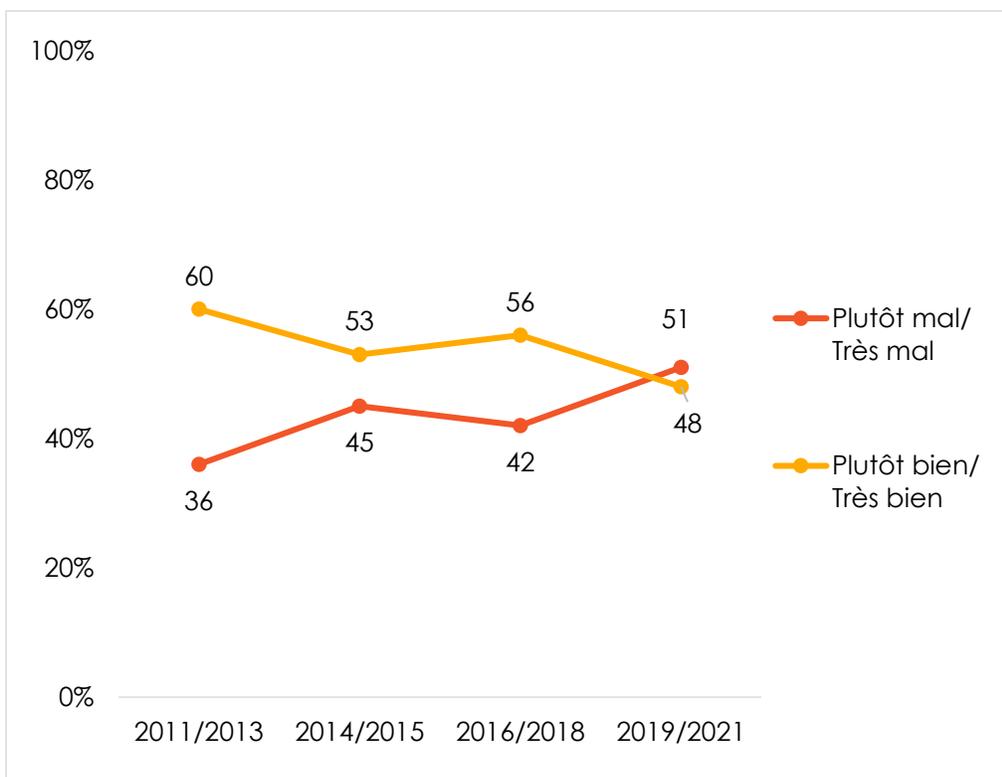
Figure 13 : Facilité à obtenir des services et satisfaction à l'égard des performances gouvernementales en matière d'éducation | 34 pays | 2019/2021



Dans l'ensemble des 29 pays régulièrement évalués pour cet indicateur lors de chaque round d'enquêtes depuis 2011/2013, l'approbation des performances gouvernementales a chuté de 12 points de pourcentage au cours de la dernière décennie, passant de 60% à 48%, dont une baisse de 8 points depuis 2016/2018 (Figure 14).

Les taux d'approbation ont considérablement diminué (de plus de 3 points de pourcentage) dans 21 des 29 pays, notamment au Libéria (-47 points de pourcentage), au Mali (-43), au Zimbabwe (-42), en Namibie (-34) et à Maurice (-33). Ils se sont améliorés dans seulement quatre pays : la Tanzanie (+26 points), la Sierra Leone (+22), le Ghana (+14) et l'Ouganda (+4) (Figure 15).

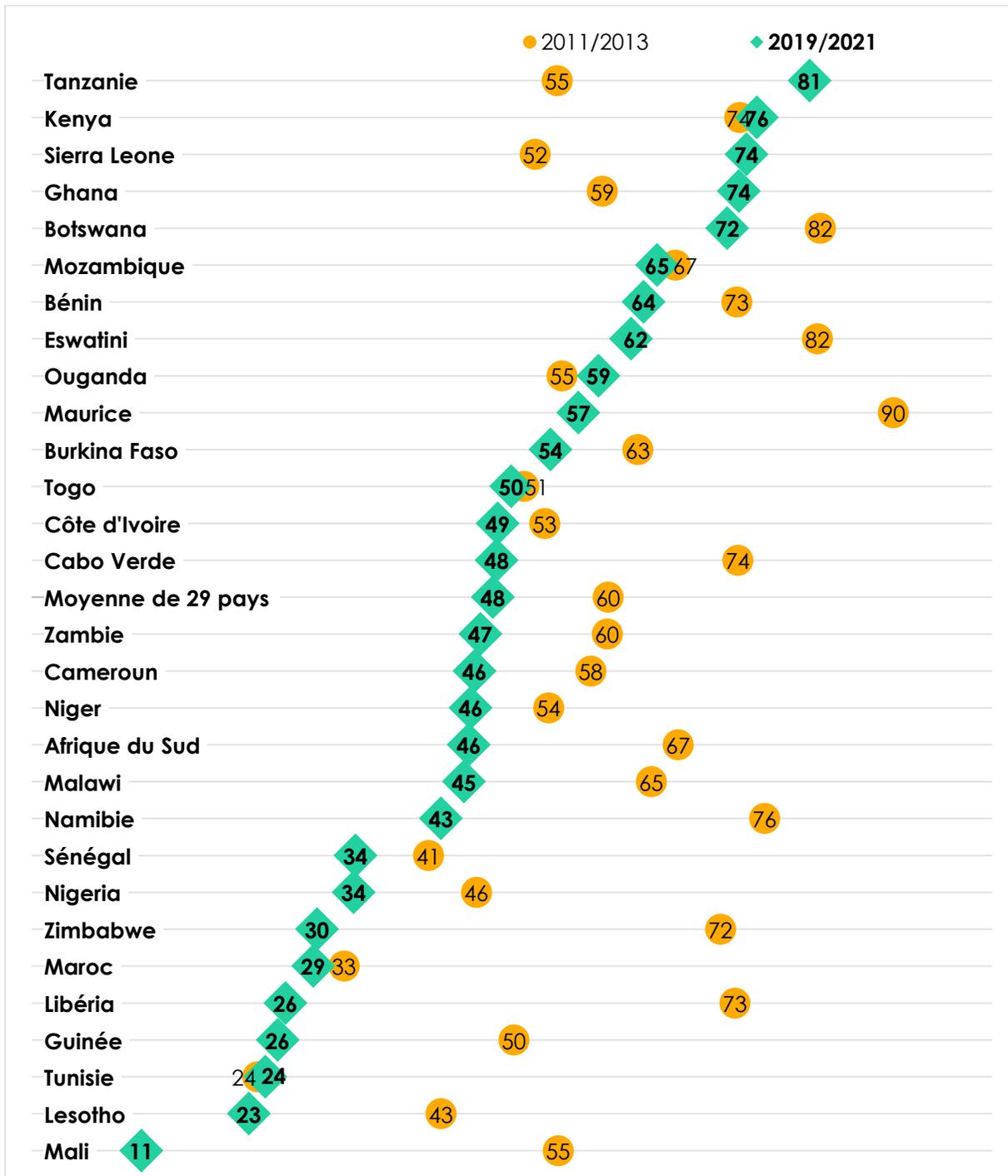
Figure 14 : Satisfaction vis-à-vis des performances gouvernementales en matière d'éducation | 29 pays* | 2019/2021



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Satisfaction des besoins en éducation ?

* La question n'a pas été posée au Soudan en 2014/2015.

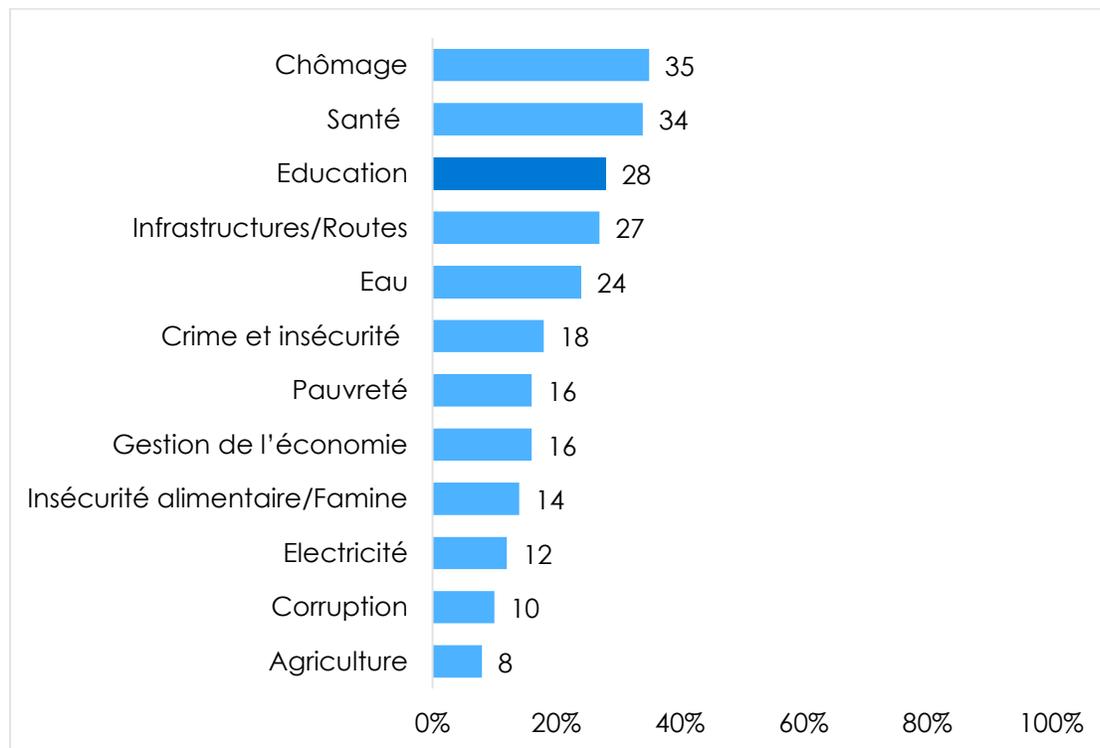
Figure 15 : Évolution de l'approbation des performances gouvernementales en matière d'éducation | 29 pays | 2011-2021



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Satisfaction des besoins en éducation ? (% de ceux qui répondent « plutôt bien » ou « très bien »)

Les aspirations insatisfaites des Africains en matière d'éducation transparaissent également dans ce qu'ils considèrent comme les problèmes les plus importants auxquels leurs gouvernements devraient s'attaquer : L'éducation arrive en troisième position après le chômage et la santé, bien avant la pauvreté et la gestion de l'économie (Figure 16).

Figure 16 : Les problèmes les plus importants | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (NB : Les répondants étaient autorisés à donner jusqu'à trois réponses. La figure montre le % des répondants qui mentionnent chaque problème comme l'une de leurs trois priorités.)

L'éducation et la COVID-19

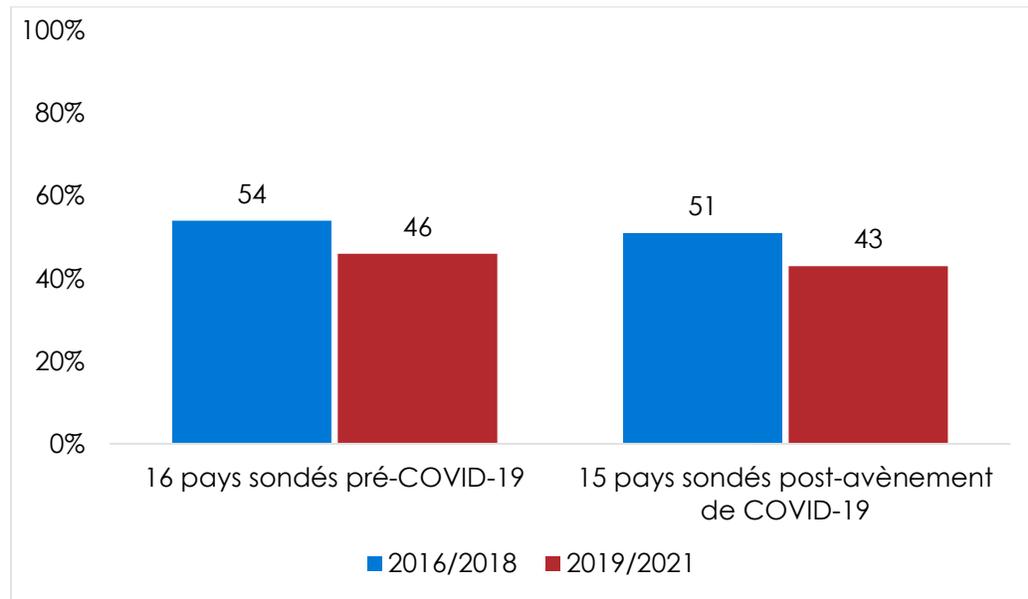
Si la brusque chute de l'approbation publique des performances gouvernementales en matière d'éducation depuis le précédent round d'enquêtes pourrait sembler coïncider avec la pandémie de la COVID-19, nos données n'indiquent pas que la pandémie ait contribué à cette régression.

Les enquêtes du Round 8 d'Afrobarometer ont été interrompues, à peu près à mi-parcours, par une pause de sept mois en 2021 en raison de la pandémie, scindant effectivement le round en deux périodes : « pré » et « post » l'avènement de la COVID-19.

En comparant les variations entre les rounds 7 (2016/2018) et 8 (2019/2021) dans les 16 pays où les enquêtes au titre du Round 8 avaient été achevées avant la pandémie et les 15 pays sondés depuis l'avènement de la pandémie, nous observons que la moyenne des taux d'appréciation des performances gouvernementales en matière d'éducation pour les deux groupes a connu des baisses identiques de 8 points de pourcentage (Figure 17). Il semblerait donc que les insatisfactions publiques à l'égard des efforts du gouvernement en matière d'éducation se

soient accrues indépendamment de la pandémie, quoique le Round 9 d'Afrobarometer (2021/2022) pourrait apporter de nouvelles informations.

Figure 17 : Satisfaction à l'égard des performances gouvernementales en matière d'éducation | pays pré-COVID-19 vs. pays post-avènement de COVID-19 | 2016-2021



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Satisfaction des besoins en éducation ? (% de ceux qui répondent « plutôt bien » ou « très bien »)

En outre, dans la plupart des 15 pays où Afrobarometer a été en mesure d'ajouter des questions relatives à la COVID-19 à son questionnaire du Round 8, les gouvernements reçoivent un soutien marqué en faveur de leur décision consistant à fermer les écoles en vue de limiter la propagation du coronavirus (Figure 18). En moyenne, près des deux tiers (64%) des répondants déclarent avoir soutenu cette décision. La fermeture des écoles a reçu un soutien majoritaire dans tous les pays à l'exception de la Gambie (47%), du Sénégal (45%) et du Niger (41%).

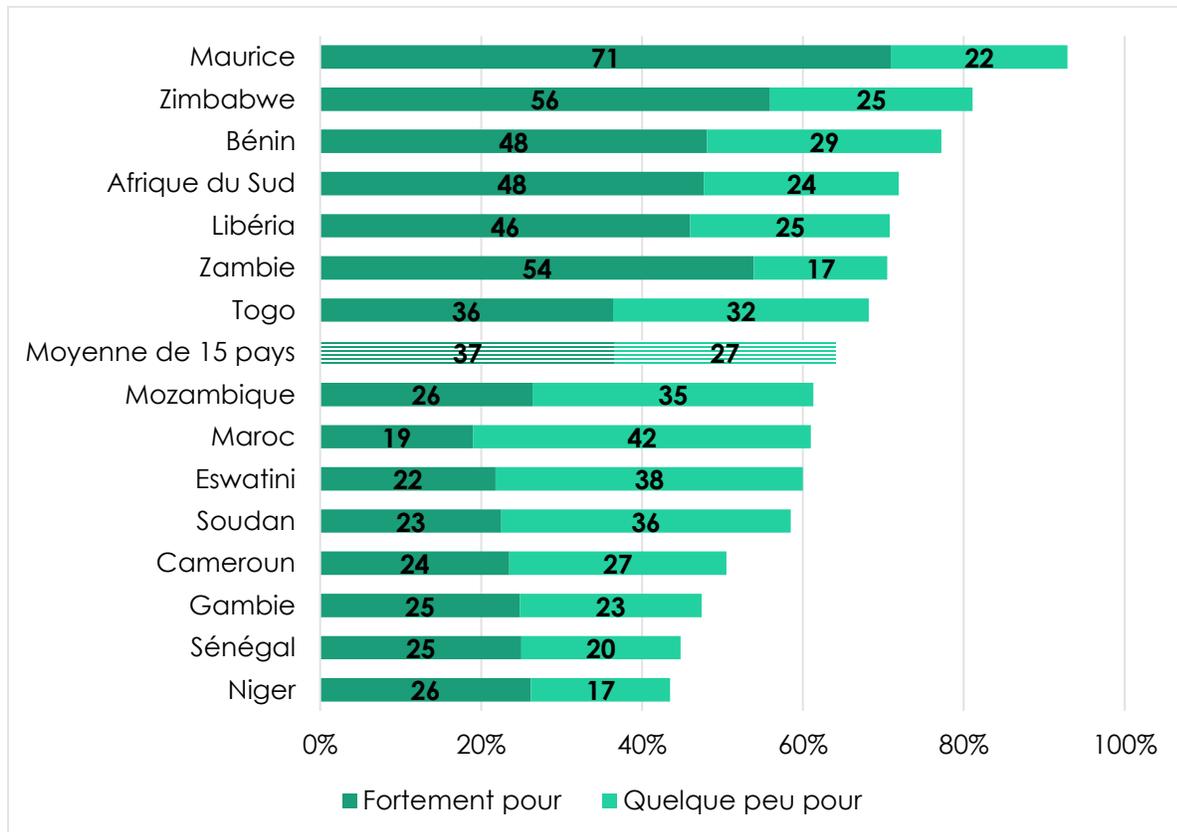
Faites vos propres analyses des données Afrobarometer - pour toute question, tout pays et tout round d'enquêtes. C'est facile et gratuit à www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Le soutien à la fermeture des écoles était particulièrement prononcé parmi les répondants les plus éduqués et les plus aisés, allant jusqu'à 76% des répondants sans pauvreté vécue (Figure 19).

Cependant, malgré leur soutien à la fermeture des écoles, les répondants sont catégoriques sur le fait que celles-ci auraient dû réouvrir plus

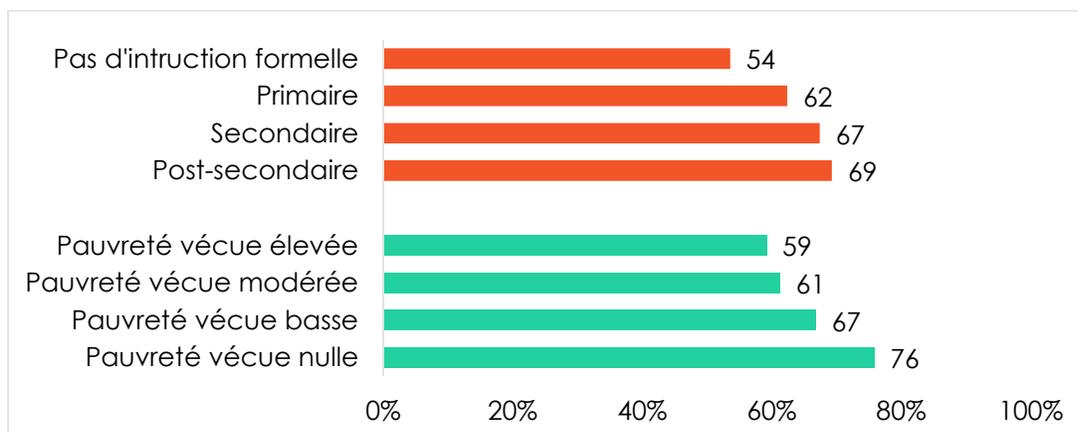
tôt. En moyenne, 79% affirment que les écoles de leur pays ont été fermées trop longtemps, dont 55% qui estiment qu'elles ont été fermées « beaucoup trop longtemps » (Figure 20). Maurice est le seul pays où moins de la moitié (43%) des répondants auraient souhaité que les enfants retournent à l'école plus tôt.

Figure 18 : Soutien à la fermeture des écoles | 15 pays | 2020/2021



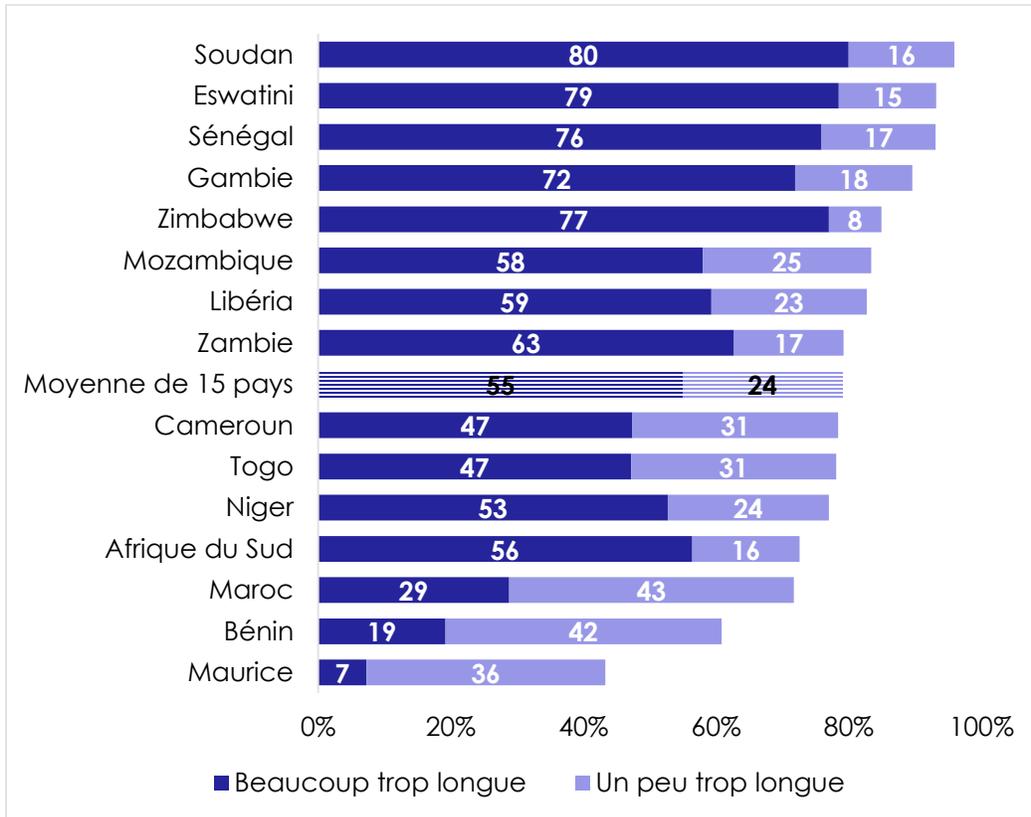
Question posée aux répondants : Etiez-vous pour ou contre la décision du gouvernement de fermer des écoles pour limiter la propagation de la pandémie de COVID-19 ?

Figure 19 : Soutien à la fermeture des écoles | par niveaux d'éducation et de la pauvreté vécue | 15 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Etiez-vous pour ou contre la décision du gouvernement de fermer des écoles pour limiter la propagation de la pandémie de COVID-19 ? (% de ceux qui répondent « quelque peu pour » ou « fortement pour »)

Figure 20 : Les écoles ont été fermées trop longtemps | 15 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : A votre avis, la période au cours de laquelle les écoles étaient fermées, était-elle trop longue ou trop courte ?

Conclusion

Manifestement, les Africains attendent davantage de leurs gouvernements en matière d'éducation. Les disparités démographiques persistantes et les appels aux pots-de-vin sont autant de domaines particuliers auxquels il convient de prêter attention. Tandis que des enjeux majeurs de qualité et d'équipe dépassent la portée des résultats de cette enquête, ces sujets seront explorés plus en détail dans les enquêtes du Round 9 d'Afrobarometer (2021/2022).

Il est important de noter que le mécontentement croissant des citoyens à l'égard de leurs systèmes éducatifs est antérieur à la COVID-19. Il ne fait aucun doute que cette pandémie a fait des ravages dans le secteur de l'éducation, provoquant un recul des progrès accomplis en vue de la réalisation de l'ODD 4. Les données du Round 9 d'Afrobarometer pourraient indiquer dans quelle mesure les Africains considèrent leurs gouvernements responsables des revers subis pendant les périodes difficiles. Quoi qu'il en soit, les mesures qu'ils exigent en matière d'éducation ne sont jamais aussi urgentes que dans le contexte actuel de pandémie/post-pandémie.

Références

- Human Rights Watch. (2020). Impact of Covid-19 on children's education in Africa.
- Mattes, R. (2020). Pauvreté vécue à la hausse en Afrique : Fin d'une décennie d'amélioration du niveau de vie. Document de Politique No. 62 d'Afrobarometer.
- Musau, Z. (2018). Africa grapples with huge disparities in education. *Africa Renewal.*
- Nations Unies. (2021). The sustainable development goals report 2021.
- Nations Unies. (2022). Make the SDGs a reality.
- Programme des Nations Unies pour le Développement. (2022). Objectif 4 : Education de qualité.
- UNESCO. (2017). More than one-half of children and adolescents are not learning worldwide. Fact Sheet No. 46.
- UNESCO. (2020). What you need to know about the right to education.
- UNICEF. (2021). COVID-19 : Schools for more than 168 million children globally have been completely closed for almost a full year, says UNICEF. Communiqué de presse. 2 mars.

Annexe

Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain du Round 8 d'Afrobarometer et des rounds précédents | 34 pays | 2019/2021

Pays	Travaux de terrain du Round 8	Rounds d'enquêtes précédents
Afrique du Sud	Mai-juin 2021	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018
Angola	Nov.-déc. 2019	N/A
Bénin	Nov.-déc. 2020	2005, 2008, 2011, 2014, 2017
Botswana	Juillet-août 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Burkina Faso	Déc. 2019	2008, 2012, 2015, 2017
Cabo Verde	Déc. 2019	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017
Cameroun	Fév.-mars 2021	2013, 2015, 2018
Côte d'Ivoire	Nov. 2019	2013, 2014, 2017
Eswatini	Mars-avril 2021	2013, 2015, 2018
Ethiopie	Déc. 2019-jan. 2020	2013
Gabon	Fév. 2020	2015, 2017
Gambie	Fév. 2021	2018
Ghana	Sept.-oct. 2019	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Guinée	Nov.-déc. 2019	2013, 2015, 2017
Kenya	Août-sept. 2019	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016
Lesotho	Fév.-mars 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Libéria	Oct.-déc. 2020	2008, 2012, 2015, 2018
Malawi	Nov.-déc. 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Mali	Mars-avril 2020	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
Maroc	Fév. 2021	2013, 2015, 2018
Maurice	Nov. 2020	2012, 2014, 2017
Mozambique	Mai-juillet 2021	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018
Namibie	Août 2019	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017
Niger	Oct.-nov. 2020	2013, 2015, 2018
Nigéria	Jan.-fév. 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017
Ouganda	Sept.-oct. 2019	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017
Sénégal	Déc. 2020-janvier 2021	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
Sierra Leone	Mars 2020	2012, 2015, 2018
Soudan	Fév.-avril 2021	2013, 2015, 2018
Tanzanie	Fév.-mars 2021	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Togo	Déc. 2020-janvier 2021	2012, 2014, 2017
Tunisie	Fév.-mars 2020	2013, 2015, 2018
Zambie	Nov.-déc. 2020	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017
Zimbabwe	Avril-mai 2021	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017

Kelechi Amakoh est analyste de données à Afrobarometer et doctorant au Département des Sciences Politiques de Michigan State University. Email : amakohke@msu.edu.

Afrobarometer, un organisme à but non lucratif dont le siège est au Ghana, est un réseau de recherche panafricain et non partisan. La coordination régionale des partenaires nationaux dans environ 35 pays est assurée par le Centre Ghanéen pour le Développement Démocratique (CDD-Ghana), l'Institut pour la Justice et la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institut des Etudes en Développement (IDS) à l'Université de Nairobi au Kenya. La Michigan State University (MSU) et l'Université du Cap (UCT) apportent un soutien technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer a bénéficié du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de Freedom House, de l'ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de la GIZ et de Humanity United.

Vos dons aident le projet Afrobarometer à permettre aux citoyens africains de se faire entendre. Veuillez envisager de faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contactez Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Suivez nos publications grâce au mot clé #VoicesAfrica.



Dépêche d'Afrobarometer No. 511 | 14 mars 2022